



**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LES ACTIVITÉS DE L'OCDE
PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR LE COMITÉ SPS**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'OCDE

La communication ci-après, reçue le 29 juin 2017, est distribuée à la demande de l'OCDE.

TRAVAUX MENÉS RÉCEMMENT PAR LE COMITÉ DES ÉCHANGES DE L'OCDE ET LE COMITÉ DE LA POLITIQUE DE LA RÉGLEMENTATION DE L'OCDE SUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION LIÉE AU COMMERCE

1. S'appuyant sur les recommandations du Conseil de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires (OCDE, 2012) et sur la synthèse des travaux relatifs à la coopération internationale en matière de réglementation liée au commerce menés récemment par le Comité des échanges de l'OCDE (notamment von Lampe *et al.*, 2016, et OCDE, à paraître) et par le Comité de la politique de la réglementation de l'OCDE (voir par exemple OCDE, 2013; Basedow et Kauffmann, 2016; et Correia de Brito *et al.*, 2016), l'OCDE a publié un nouveau rapport intitulé *International Regulatory Co-operation and Trade: Understanding the Trade Costs of Regulatory Divergence and the Remedies* "Coopération internationale en matière de réglementation et commerce: comprendre les coûts du commerce liés aux divergences réglementaires et y remédier" (OCDE, 2017).

2. Les différences de réglementation d'un pays à l'autre peuvent être coûteuses pour les acteurs du commerce. Ces coûts peuvent refléter la diversité des conditions et des préférences nationales, mais ils peuvent aussi résulter du cloisonnement des processus d'élaboration des règles et de la non-prise en compte de l'environnement international. Ainsi, certains coûts du commerce liés aux divergences réglementaires peuvent être évités sans compromettre la qualité de la protection assurée par la réglementation. Sur la base des leçons tirées des études analytiques de l'OCDE et des données d'expérience des pays de l'OCDE dans le domaine de la politique réglementaire et du commerce, ce rapport propose une définition des coûts du commerce liés aux divergences réglementaires et analyse plusieurs approches visant à les réduire, notamment des approches unilatérale, bilatérale et multilatérale. Le rapport met l'accent sur l'apport des bonnes pratiques réglementaires, l'adoption des normes internationales et le recours aux cadres de reconnaissance transfrontières et aux accords commerciaux. Faisant fond sur ces éléments, le rapport donne aux décideurs politiques des indications sur la manière de réduire les coûts du commerce grâce à la coopération internationale en matière de réglementation.

3. Parmi les principales conclusions du rapport, on peut citer les suivantes:

- comprendre les coûts du commerce liés aux divergences réglementaires et les réduire grâce à la coopération réglementaire internationale est une question d'actualité. Les récentes négociations commerciales internationales s'attachent donc à promouvoir une plus grande interopérabilité pour les entreprises exerçant leur activité dans des pays ayant des prescriptions réglementaires différentes;
- les coûts du commerce peuvent être dus à une hétérogénéité involontaire des réglementations d'un pays à l'autre, notamment les coûts liés à l'information, aux spécifications et à l'évaluation de la conformité. Les données factuelles concernant l'ampleur des coûts du commerce restent rares, bien que le montant et la composition de

ces coûts varient probablement de manière importante selon les secteurs. Une meilleure compréhension des coûts du commerce liés aux divergences réglementaires pourrait éclairer utilement le processus d'élaboration des règles. Les analyses d'impact de la réglementation (AIR) constituent un moyen utile pour y parvenir;

- les décideurs politiques peuvent s'inspirer d'un large éventail d'approches pour réduire les coûts du commerce liés aux divergences réglementaires, notamment sur les plans unilatéral, bilatéral et multilatéral. Le rapport établit une liste préliminaire d'éléments à prendre en considération pour réduire les coûts du commerce grâce à la coopération internationale en matière de réglementation. Il identifie les mesures génériques que les pays peuvent prendre pour promouvoir la qualité de la réglementation et favoriser les échanges, tout en mettant en avant les éléments à prendre en considération et susceptibles d'orienter le choix des approches spécifiques en ce qui concerne la coopération internationale en matière de réglementation.

4. Le rapport peut être consulté à l'adresse suivante: "http://www.oecd-ilibrary.org/fr/governance/international-regulatory-co-operation-and-trade_9789264275942-en".

Bibliographie:

- Basedow, R. et Kauffmann, C. (2016), "International Trade and Good Regulatory Practices: Assessing The Trade Impacts of Regulation", OECD Regulatory Policy Working Papers, n° 4, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jlv59hdgtf5-en>.
- Correia de Brito, A., Kauffmann, C. et Pelkmans, J. (2016), "The contribution of mutual recognition to international regulatory cooperation", OECD Regulatory Policy Working Papers, n° 2, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jm56fqsfxmx-en>.
- OCDE (à paraître), "Trade Costs in Regulatory Co-operation: Findings From Case Studies". Publication prévue au troisième trimestre de 2017.
- OCDE (2017), International Regulatory Co-operation and Trade: Understanding the Trade Costs of Regulatory Divergence and the Remedies, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264275942-en>.
- OCDE (2013), International Regulatory Co-operation: Addressing Global Challenges, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264200463-en>.
- OCDE (2012), Recommandation de 2012 du Conseil de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires, "<http://www.oecd.org/fr/gov/politique-reglementaire/Recommandation%20with%20cover%20FR.pdf>".
- von Lampe, M., Deconinck, K. et Bastien, V. (2016), "Trade-Related International Regulatory Co-operation: A Theoretical Framework", OECD Trade Policy Papers, n° 195, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/3fbf60b1-en>.

Contacts:

Martin von Lampe (adresse électronique: martin.vonlampe@oecd.org)

Céline Kauffmann (adresse électronique: celine.kauffmann@oecd.org)